**TERMES DE RÉFÉRENCE POUR L’ENGAGEMENT D’UN(E) EXPERT(E) EN STRATEGIE DE COMMUNICATION**

L’Organisation internationale du Travail (OIT) est une agence spécialisée des Nations Unies qui a pour mission de promouvoir les droits au travail, favoriser la création d’emplois décents, améliorer la protection sociale et renforcer le dialogue social pour résoudre les problèmes liés au monde du travail. Sa structure tripartite constitue une plateforme unique pour promouvoir le travail décent pour tous les hommes et les femmes.

Dans le cadre de son projet FORTER'ESS, le Bureau de l’OIT pour l’Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie, et la Tunisie basé, à Alger cherche à recruter un cabinet de conseil afin d’élaborer une étude d’évaluation de l’impact de la pandémie de la COVID-19 sur 20 organisations d’économie sociale et solidaire féminines en les accompagnant à élaborer des plans de résilience et de relance, selon les termes de références ci-joint.

1. [**Contexte**](https://www.ilo.org/africa/countries-covered/tunisia/WCMS_774914/lang--fr/index.htm) **de l’action:**

Le projet FORTER'ESS est le résultat d'un partenariat entre Affaires Mondiales Canada et l'Organisation internationale du Travail (OIT) qui œuvre en collaboration avec le gouvernement tunisien et les partenaires sociaux pour renforcer la résilience des organisations de l'économie sociale et solidaire (OESS) dirigées par des femmes et touchées par la crise de la COVID-19.

Ce projet de deux ans apporte un appui aux OESS dirigées par des femmes dans les gouvernorats de Béja, Jendouba et Le Kef.

Ce soutien se concentre sur l'amélioration de la protection du lieu de travail et des conditions de travail des femmes entrepreneurs et des travailleuses des OESS afin de contrecarrer les impacts sociaux, économiques et sanitaires de la pandémie COVID-19.

FORTER'ESS contribue également à l'établissement d'un écosystème d'économie sociale et solidaire (ESS) inclusif et équitable en Tunisie, qui encourage la participation accrue des femmes dans le secteur.

Plus concrètement, le projet bénéficie directement à 200 femmes, travaillant avec 22 OESS dirigées par des femmes, dont la majorité ont moins de trois ans d’existence et n'ont pas encore atteint un stade de développement qui leur permet de résister aux conséquences économiques de la pandémie de COVID-19. En plus de fournir une formation en gestion et en leadership, FORTER'ESS travaille avec chaque organisation participante pour concevoir des plans de résilience et de développement sur mesure qui visent à rendre ces entreprises plus durables et plus résistantes aux chocs externes telle que cette pandémie. Les OESS féminines sont dans la majorité installées dans les zones rurales et se composent essentiellement de groupements de développement agricole et de pêche (GDAP), de coopératives et de sociétés mutuelles de services agricoles (SMSA). Elles sont actives principalement dans l’agriculture, la première transformation des produits agricoles, les plantes aromatiques et médicinales, le tourisme alternatif ainsi que l’artisanat.

*Objectif général et objectifs spécifiques du projet :*

L’objectif général du projet FORTER’ESS est d’accroitre la résilience des organisations féminines de l’économie sociale et solidaire dans deux régions défavorisées et d’accroitre leurs capacités de créer des emplois décents. Trois objectifs spécifiques contribueront à la réalisation de l’objectif général :

**Objectif spécifique 1** : Les organisations féminines de l’ESS sont consolidées au niveau de trois gouvernorats

**Objectif spécifique 2** : La protection sur le lieu de travail et les conditions de travail des femmes entrepreneures et des travailleuses dans les organisations féminines de l’ESS sont améliorées dans deux régions défavorisées

**Objectif spécifique 3** : Les organisations de l’ESS bénéficient d’un écosystème inclusif, équitable et favorable

Le projet FORTER’ESS recherche un(e) expert(e) en communication pour accompagner le Ministère de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Personnes âgées, âgées dans le développement de la stratégie de communication du programme Raidet.

**Le programme Raidet ?**

Le ministère de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Personnes âgées, a développé une nouvelle conception de l'entreprenariat féminin au niveau de la qualité de l'investissement en facilitant l'accès des femmes aux filières économiques porteuses et compétitives, notamment celles de haut niveau. Dans ce cadre, le nouveau programme national pour l'entreprenariat féminin et l'investissement sensible au genre « Raidet » a été élaboré et développé.

Ce nouveau programme vise à soutenir l'initiative privée des femmes, en particulier les femmes et les filles innovantes dans les secteurs porteurs dans tous les gouvernorats, dans les zones prioritaires et dans les quartiers populaires à forte densité de population, en plus de soutenir des projets spéciaux ciblant des groupes spécifiques de femmes en situation de vulnérabilité.

La mise en œuvre de ce programme s'étend jusqu'à l'année 2026 et pourra créer 3000 projets féminins, à raison de 600 projets chaque année, avec des fonds estimés à 50 millions de dinars du budget de l'Etat.

1. **Objectifs de la mission et résultats attendus :**

La mission consiste à élaborer un plan de communication pour la promotion du programme RAIDET. En concertation avec l’équipe du ministère, l’expert(e) devra élaborer un plan de communication opérationnel qui prends en compte les ressources humaines et matérielles disponibles et qui inclut les différentes actions prioritaires à mettre en place afin de faciliter la mise en œuvre du plan de communication proposée. L’expert(e) devra animer des ateliers de travail avec les différentes équipes du ministère concernés afin de développer le plan de communication dans une approche participative impliquant les personnes chargées de la mise en œuvre du plan.

Durant ces ateliers, l’expert(e) pourra être amené(e) à vulgariser les concepts et les valeurs de la communication institutionnelle dans une optique de facilitation de l’appropriation du plan de communication par les équipes du ministère.

Des actions ciblées de renforcement de capacités sont ainsi envisagées durant la mission. Suite aux réunions spécifiques de travail et de vulgarisation du plan de communication auprès des différentes équipes du ministère, un atelier de restitution est à prévoir afin de présenter la version finale du plan de communication.

Les principaux résultats attendus :

-Un plan de communication opérationnel est développé et vulgarisé auprès des équipes concernées

-Des actions prioritaires facilitant la mise en œuvre du plan de communication sont identifiées

1. **Durée de la Mission :**

Le prestataire retenu consacrera 20 J/H pour la réalisation de la mission étalés sur une période de 2 mois. Il devra proposer un chronogramme optimal et détaillé de réalisation de la mission, lequel devra rester cohérent et aligné avec les objectifs.

1. **Livrables :**

L’expert(e) devra fournir les livrables suivants :

-Une note méthodologique et un chronogramme de la mise en œuvre de la mission

-Un premier draft du plan de communication

-Un rapport narratif incluant le plan de communication final et le déroulement des actions de vulgarisation du plan auprès des différentes équipes concernés (L’unité presse, l’équipe centrale RAIDET..)

 **5. Lieu de la mission:**

La mission se déroulera à Tunis, principalement dans les locaux du ministère de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Personnes âgées.

 **6. Honoraires et modalités de paiement :**

Le prix de la prestation est calculé au forfait et sera fixé globalement, tout inclus. La rémunération se fera sur 2 tranches et suivant la remise des livrables, et ce comme suit :

- 40% à la réception de la note méthodologique et du chronogramme de la mission

- 60 % à la réception du plan de communication final

 **7. Profil et qualification de l’expert(e):**

Afin de réaliser cette mission, nous recherchons un(e) expert(e) en stratégie de communication répondant aux critères suivants :

* + Une expérience dans la conception et l’implémentation de stratégies de communication
	+ Très bonne connaissance des défis dans le cadre de la communication des

agences de coopération au développement, ONU, ONG, etc…

* + Capacité avérée à planifier, organiser et mettre en œuvre efficacement des

activités liées à une stratégie de communication.

* + Une expérience dans le domaine de la stratégie de communication classique et digitale
	+ Une expérience confirmée en adaptation d’outils ou produits de communication à de nouveaux contextes ou cibles serait un atout : fournir des exemples de produits consultables ;
	+ Souplesse et aptitudes à être réactif aux demandes et recommandations de

l’équipe du projet ;

* + Une expérience antérieure avec les agences des Nations Unies, l’OIT et le ministère de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Personnes âgées, serait un atout

Il est à noter que les agences de communication peuvent aussi soumettre leurs candidatures en envoyant le cv de l’expert(e) qui se chargera de la mission.

 **8. Pièces constitutives de l’offre :**

Il est demandé aux postulants de fournir :

**Une offre technique** qui comprend :

* Les références et description des différentes actions menées : en précisant la nature des prestations similaires réalisées accompagnées d’attestations de bonne fin d’exécution, les lieux, les zones géographiques, les délais et les dates de réalisation. Il indiquera également les coordonnées détaillées des représentants des clients bénéficiaires.
* Un CV détaillé avec les formations, les qualifications, les domaines de compétence, les expériences professionnelles et les références dans les domaines de la communication, du marketing classique et digital, de lancement de nouveaux produits/services ou d'autres activités pertinentes au regard des objectifs de la mission.
* Une note méthodologique et un planning décrivant la mise en œuvre de la mission

**Une offre financière qui** donnera le coût total de la prestation libellé en Dinar Tunisien en HT et TTC, elle comprendra toutes les charges détaillées :

* + Le coût des ressources allouées au projet et de l’expertise mise à disposition par l’agence de communication
	+ Préciser les modalités de paiement sur la base de produits/livrables précis et mesurables (qualitatifs et quantitatifs) même si les paiements seront effectués par tranches.
	+ Les variations maximales de prix en cas d’augmentation ou de réduction du volume des travaux ne peuvent dépasser 30% du montant du marché initial.

Une sélection sera faite selon une grille de notation qui sera appliquée pour évaluer les offres techniques et financières.

La grille de notation qui sera appliquée pour évaluer les offres techniques et financières est la suivante :

|  |  |
| --- | --- |
| **Grille de notation des offres techniques** |  |
| **1. Offre technique** | **70** |
| Compréhension des TDR | 20 |
| Méthodologie et planning | 20 |
| Expérience du soumissionnaire dans le domaine (book créatif, 3 stratégies decommunication validées et mises en œuvre) | 30 |
| **2. Offre financière** | **30** |
| **Total** | **100** |

 L'examen des offres financières est conditionné par l'obtention d'une note minimale de 50/70 relativement à l'offre technique.

Pour l'évaluation financière, l'offre financière qualifiée ayant le coût forfaitaire le moins élevé aura la note de trente (30) points.

Le soumissionnaire qui sera retenu sera celui qui aura obtenu la note totale la plus élevée à l’issue du processus.

Seuls les experts retenus seront contactés.

 **9. Soumission :**

Le BIT invite les soumissionnaires intéressés à envoyer les documents demandés à l’adresse électroniques suivante ; **ayadii@ilo.org** et ce avant **le 11 janvier 2023** L’objet du mail devra comporter la mention suivante : **« Candidature-Stratégie de communication».**